

<http://lipietz.net/Les-jeunes-les-vieux-les-riches-un-reexamen>

Les jeunes, les vieux, les riches : un réexamen.

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mercredi 20 octobre 2010

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Les jeunes, les vieux, les riches : un réexamen.

L'article d'Eric Le Boucher (Les Echos 15 octobre) critiquant l'engagement des jeunes dans le mouvement contre la réforme Woerth des retraites est assez surprenant. L'auteur va jusqu'à accuser les jeunes de se « projeter » à 62 ans ! Il sait bien pourtant que leurs préoccupations sont immédiates, et il cible deux de leurs motivations véritables : la « croyance » que le non-départ en retraite des aînés aggravera le chômage des jeunes, et la « croyance » que cette dégradation de l'assurance vieillesse n'est qu'un aspect de la dégradation générale de la protection sociale.

Déjà la seconde critique est stupéfiante. Eric Le Boucher nierait-il ce que toutes les organisations humanitaires et les statistiques de l'Insee et de la Dares soulignent de semaine en semaine : la dégradation continue depuis 1986 du niveau de couverture des différents risques, en particulier maladie et vieillesse ? En 20 ans le nombre de personnes renonçant à se soigner est passé de 3 à 13 % : résultat automatique des déremboursements continus. Il n'y a pas un indicateur social qui ne se soit dégradé avant même 2008 ; et la crise a fait exploser la pauvreté et le besoin de solidarité.

Mais revenons à l'effet de la réforme Fillon-Woerth sur l'emploi des jeunes. Selon l'article, « on ne partage pas le travail, on le crée ». Cette phrase, s'appuyant prétendument sur l'expérience 1997/2002, est réductrice. En réalité, on crée (ou on détruit) du travail, c'est-à-dire des heures de travail demandées par les employeurs, et ces heures, on les partage ou pas.

L'effondrement du chômage entre 1997 et 2002 combinait ces deux leviers :

- ▶ reprise en Europe après la fin de l'austérité préparatoire à l'Euro,
- ▶ repartage de la valeur ajoutée au bénéfice des salariés (bascullement des cotisations maladie vers la CSG, faisant contribuer les profits à la santé, et passage aux 35 heures « à salaire constant » c'est-à-dire à rémunération horaire croissante)
- ▶ création d'emplois-jeunes au service de la communauté
- ▶ partage du travail ainsi créé par les 35 heures. .

Nous n'avons aucune idée de ce que sera la conjoncture de 2018, date de plein effet de la réforme Fillon-Woerth. Il faut donc raisonner « toutes choses égales par ailleurs ».

Dans un premier temps, elle se soldera par un pur effet du « départage du travail » : les insiders, les salariés âgés, travailleront deux ans de plus. Il est surprenant de voir nier un quelconque effet sur l'emploi des jeunes, alors que le prix Nobel d'économie vient d'être attribué à trois spécialistes des « viscosités » du marché du travail. Celui-ci ressemble davantage à une file d'attente qu'à un marché néo-classique. En clair, une lycéenne d'Avallon ayant toutes les chances de rechercher un emploi dans le tertiaire avallonnais ; son succès dépendra crucialement du nombre d'aînés qui quitteront le travail l'année où elle commencera à chercher le sien.

La « réforme » proposée signifie qu'au moment où les lycéens arriveront sur le marché du travail, les générations de « papy-boomers » quitteront le travail 2 ans plus tard. Chacune de ces générations compte environ 800 000 personnes. La moitié a déjà quitté le travail à 59,1 ans. Ce seront 2 fois 400 000 postes de travail qui ne se libéreront pas. Soit, mécaniquement 800 000 chômeurs de plus.

La réforme modifiera-t-elle le cadre macro-économique dans un sens favorable à la création de ces 800 000 postes ? On doit en douter ! Sans même discuter de effets, positifs ou négatifs, du vieillissement de la population au travail,

Les jeunes, les vieux, les riches : un réexamen.

l'effet macro de « second tour » sera le remplacement de retraités par de jeunes chômeurs non indemnisés. Le choc sur la demande effective et l'emploi sera là encore négatif.

Tout autre raisonnement relève plus ou moins de la pensée magique. Rien à voir avec le retour des Pieds-noirs et l'arrivée des immigrés : ils apportaient leur propre demande en face de leur force de travail. L'idée qu'une force de travail plus âgée serait plus compétitive et plus innovante serait assez douteuse, et quand elle serait exacte, elle n'aurait guère d'effets. Un entrepreneur innovant ne crée pas d'emploi, il capte l'orientation de la demande effective au détriment d'autres emplois...

Le refus d'Eric Le Boucher de prendre en compte les effets d'ensemble de la réforme renvoie à une analyse erronée des succès de 1997 à 2002, et peut-être de la crise actuelle. Pour les économistes non-« hooveriens » comme Stiglitz, la crise est, d'une part, « keynésienne » (insuffisance de la demande effective, par excès de profits qui ne s'investissent pas) et d'autre part, écologique (toute croissance indifférenciée se heurte aux contraintes telles que la crise énergie-climat.)

Nous proposons à notre pays une politique macro-économique fondée sur la croissance des heures travaillées...dans la lutte contre la crise écologique. Les efforts nécessaires pour réduire de 30 % les émissions de CO2 en France créeraient à eux seuls 600 000 emplois nets, essentiellement des conducteurs de transports en commun et des emplois de second oeuvre du bâtiment. Il serait infiniment plus juste et plus conforme à la sécurité des travailleurs et des usagers que ce soit des jeunes plutôt que des aînés qui occupent ces postes !

Restera à financer les retraites. Selon le COR, il faut déplacer 3% du PNB vers les retraites d'ici 2050. Or le rapport Cotis a montré que celui-ci s'est déformé de 5% vers les profits depuis les « trente glorieuses », en particulier vers les dividendes distribués, plus 1% vers les très hauts salaires. Si l'on veut revenir au taux optimal des « glorieuses années 70 », nous proposons de faire contribuer ces revenus dont la propension à épargner financièrement (et non productivement) est forte. Contributions qui, n'entrant pas dans le coût de revient, ne grèveraient pas compétitivité.

Les jeunes ont raison de s'inquiéter... des arguments de certains papy-boomers pour les rejeter hors de l'emploi.

Eva Joly, présidente de la commission Développement du Parlement européen.

Alain Lipietz, économiste.

Article publié dans "Le Cercle des Echos" avec un forum :

<http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/societe/221131559/les-jeunes-les-vieux-les-riches-et-les-idees-recues>